

Termes de Référence

Evaluation finale indépendante du projet « Renforcement des relations intergénérationnelles et interpartis pour une participation civique et politique des jeunes dans un environnement sécurisé et de paix. »

Titre du projet (et lien Gateway, ID MPTFO et numéro IRF)	« Renforcement des relations Intergénérationnelles et interpartis pour une participation civique et politique des jeunes dans un Environnement sécurisé et de paix »
Agences	UNFPA, UNICEF
Bailleur	United Nations Peacebuilding Funds (PBF)
Budget du projet	USD \$ 2 000 000
Durée du projet	24 mois (de janvier 2023 au décembre 2024) avec extension de 6 mois
Période de l'évaluation	Du 1 Février au 17 mars 2025 ; soit 45 jours
Pays	Tchad
Secteur	Consolidation de la paix/Initiative de promotion de paix

1. Contexte

Le Tchad, confronté aux conflits variés et des situations sécuritaires difficiles qui sont source d'une multiplicité de facteurs de risque d'instabilité. Depuis son accession à l'indépendance, le pays a connu de nombreuses crises institutionnelles et politiques, et reste le théâtre de crises politiques, des tensions sociales et d'une instabilité récurrente, ainsi que de nombreux conflits, caractérisés et répétitifs. Bien qu'ils soient divers, la majorité des conflits au Tchad sont nourries par des causes profondes, parmi lesquelles la pauvreté et la rareté des ressources naturelles, accentuée par le changement climatique, la faiblesse des mécanismes de gouvernance, le faible niveau d'éducation et le manque de sensibilisation aux lois et aux droits de la population. Cette situation est sous-tendue par le poids de certaines traditions culturelles, le faible niveau d'alphabétisation/éducation, l'ignorance, l'incivisme, la frustration et le désespoir, l'insuffisance

des investissements sociaux, la faiblesse de l'État, autant de facteurs ayant une grande part de responsabilité dans le retard du développement, la restauration de la sécurité et l'instauration d'une paix durable. En dépit de ses ressources naturelles considérables, le Tchad fait partie des pays les plus pauvres au monde. Sa population estimée à 18 millions croît à un rythme rapide (3.12 % an), est en très large majorité rurale (environ 80 %) et relativement jeune (65 % de la population a moins de 25 ans).

Avec une population majoritairement jeune, le Tchad souffre du manque de la participation accrue de cette frange de la population au processus de développement local à cause de l'absence d'opportunités et d'espaces d'échanges entre les décideurs et les jeunes. C'est dans ce sens que les paquets d'activités suivants ont été mis en œuvre par UNFPA et UNICEF afin de renforcer la participation des jeunes dans l'espace public :

UNFPA :

- Organiser un forum national sur la participation des jeunes aux mécanismes de prise de décision
- Appuyer le plaidoyer et les échanges avec les partis politiques et institutions publiques habilités pour encourager la participation des jeunes aux instances décisionnelles
- Organiser des sessions d'information avec les autorités judiciaires et forces de l'ordre pour le respect et la protection et la sécurité des jeunes dans l'espace public
- Appuyer les actions de plaidoyer et séances d'information pour accroître le niveau de financements des plans et stratégies liées à la jeunesse
- UNICEF :
- Organiser des réunions auprès des institutions provinciales et locales pour encourager la participation des jeunes
- Former les jeunes à l'élaboration et l'opérationnalisation des plans de développement provinciaux et communaux
- Organiser un « Parcours Citoyen » sous l'égide du gouvernorat et des associations de jeunes dans chaque localité ciblée ;
- Appuyer la mise en place et la redynamisation des cadres locaux d'échange
- Appuyer le fonctionnement des cadres de collaboration sur la gouvernance inclusive cogérés par les Centres de Lectures et d'Animation Culturelle (CLAC) et les communes ;
- Renforcer les capacités des modèles transgénérationnels et autorités locales dans l'accompagnement les « villages de la démocratie

UNICEF

- Organiser un forum national sur la participation des jeunes aux mécanismes de prise de décision
- Former les jeunes à l'élaboration et l'opérationnalisation des plans de développement provinciaux et communaux
- Appuyer le fonctionnement des cadres de collaboration sur la gouvernance inclusive cogérés par les Centres de Lectures et d'Animation Culturelle (CLAC) et les communes ;
- Organiser de « live chats » sur les thématiques de consolidation de la paix et participation citoyenne.
- Créer les plateformes numériques (Facebook et Infocentre) du projet
- Créer des « villages de la démocratie » sensibles au genre pour le renforcement de capacités des jeunes par les jeunes"
- Organiser des activités culturelles et artistiques sur la consolidation de la paix et la

gouvernance inclusive (concerts, caravanes, chanson/clips)

- Organiser des sondages U-Report sur les thématiques du projet
- Créer un réseau des « villages de la démocratie » pour favoriser leur mise à échelle.
- Former les jeunes et acteurs publics sur les différentes thématiques (consolidation de la paix, leadership et plaidoyer, développement local, gouvernance et développement local, etc.
- Appuyer les activités de mobilisation sociale des « Super Banat » (filles modèles) concernant les VBG, les MGF et contre toutes les formes d'exclusion et de marginalisation
- Organiser des causeries éducatives sur différentes thématiques dans des Villages de la Démocratie
- Appuyer techniquement et financièrement des unités entrepreneuriales des jeunes
- Appuyer techniquement et financièrement des unités entrepreneuriales des jeunes

En décembre 2022, l'UNFPA et l'UNICEF Tchad ont bénéficié du financement du Secrétariat Général des Nations pour la mise en œuvre du projet de « renforcement des relations intergénérationnelles et interpartis pour une participation civique et politique des jeunes dans un environnement sécurisé et de paix ». Ce projet de 24 mois, a été mis en œuvre dans les chefs lieu des provinces du Guera (Mongo), Moyen-Chari (Sarh), Mayo-Kebbi Est (Bongor) et dans la ville de N'Djamena. Il est à noter que le projet couvrait initialement la période de janvier 2023 à décembre 2024. Cette période a toutefois été étendue jusqu'en juin 2025 pour permettre à ce que toutes activités prévues soient totalement mises en œuvre et d'atteindre les résultats escomptés. Ce projet a principalement renforcé l'environnement institutionnel favorable à la participation des jeunes filles et garçons aux mécanismes de prise de décision, et des cadres de collaboration promouvant la gouvernance inclusive et contribuant au dialogue entre les et les acteurs des institutions publiques.

Dans cette optique, les interventions ont permis d'améliorer l'environnement institutionnel afin qu'il soit plus propice à la participation des jeunes, au niveau national, provincial et local. Au niveau communautaire, le renforcement des cadres de collaboration et mécanismes innovants de gouvernance inclusive a favorisé le transfert de connaissances et le renforcement des capacités des organisations des jeunes sur les déterminants de la gouvernance inclusive, et ont facilité les échanges intergénérationnels et interpartis.

C'est dans cette logique qu'une évaluation est nécessaire pour mesurer l'impact du projet sur bénéficiaires, et de faire des recommandations pour les prochaines étapes.

Les différentes parties prenantes du projet sont entre autres :

UNFPA Tchad : agence chef de file, elle est chargée d'organiser les réunions entre agences et partenaires en vue d'assurer la mise en œuvre commune des activités prévues par le projet et de coordonner la soumission des rapports. Elle assure la coordination de la mise en œuvre des activités en collaboration avec l'UNICEF. Elle coopère avec l'UNICEF pour la supervision opérationnelle des activités avec les partenaires du projet ;

UNICEF Tchad a travaillé en partenariat avec les ONG nationales et organisations de la société civile et les services déconcentrés de l'État pour la mise en œuvre des activités du projet. Il s'agit de : ministère de la Jeunesse et des Sports, Programme des Centres de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC), le Comité pour le Développement du Volontariat au Tchad (CDVT) et l'Association des Scouts du Tchad. Les principales interventions mises en œuvre par UNICEF sont les suivantes :

- Organiser un forum national sur la participation des jeunes aux mécanismes de prise de décision ;
- Former les jeunes à l'élaboration et l'opérationnalisation des plans de développement provinciaux et communaux
- Appuyer le fonctionnement des cadres de collaboration sur la gouvernance inclusive cogérés par les Centres de Lectures et d'Animation Culturelle (CLAC) et les communes ;
- Organiser de « live chats » sur les thématiques de consolidation de la paix et participation citoyenne.
- Créer les plateformes numériques (Facebook et Infocentre) du projet
- Créer des « villages de la démocratie » sensibles au genre pour le renforcement de capacités des jeunes par les jeunes"
- Organiser des activités culturelles et artistiques sur la consolidation de la paix et la gouvernance inclusive (concerts, caravanes, chanson/clips)
- Organiser de sondages U-Report sur les thématiques du projet
- Créer un réseau des « villages de la démocratie » pour favoriser leur mise à échelle.
- Former les jeunes et acteurs publics sur les différentes thématiques (consolidation de la paix, leadership et plaidoyer, développement locale, gouvernance et développement local, etc.
- Appuyer les activités de mobilisation sociale des « Super Banat » (filles modèles) concernant les VBG, les MGF et contre toutes les formes d'exclusion et de marginalisation
- Organiser des causeries éducatives sur différentes thématiques dans des Villages de la Démocratie
- Appuyer techniquement et financièrement des unités entrepreneuriales des jeunes

Il est à souligner que le cadre de mise en œuvre de ce projet, UNICEF est intervenu dans les quatre localités cibles du projet (N'Djamena, Bongor, Mongo, Sarh). Les principales interventions de l'UNICEF se trouvent au niveau du **produit 2.2** : « Les jeunes et les acteurs des institutions publiques connaissent les principes et les déterminants de la gouvernance inclusive ». Cependant, il a au moins une activité partagée au niveau des **produits 1.1, 1.2 et 2.1** dont UNFPA a le lead.

Secrétariat Technique du PBF : il assure la coordination du portefeuille PBF, tout en veillant au bon fonctionnement des instances de gouvernance du projet, à savoir la réunion de coordination du projet, la réunion du Comité Technique. Les réunions de coordination se tenaient selon la nécessité avait pour faire le suivi continu de la mise en œuvre. Quant au comité technique, il devrait se tenir deux fois par an. Il avait pour but de faire les revues de la mise en œuvre fin de : faire le point sur les progrès réalisés, analyser les contraintes et de tirer les leçons, de faire des ajuster. Les comités techniques permettaient aussi de prendre des décisions concernant la mise en œuvre du projet. En plus, il est l'interface de communication entre le projet et le bailleur (PBSO) ;

Ministères et institution publiques : il s'agit de : ministère du Plan, du ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, du ministère de la Jeunesse et des Sports du Centre de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC). Ils jouent un rôle clé dans toutes les actions de promotion de la paix chez les adolescents et jeunes (filles et garçons), les réunions des cadres de concertation en assurant la mobilisation communautaire pour ces rencontres et le suivi rapproché des activités du projet.

Au niveau des **Organisations de la Société Civile**, la mise en œuvre a été appuyée par :

- L'Association des scouts du Tchad ;
- Le Comité pour le Développement du Volontariat au Tchad (CDVT) ;
- Réseau des Jeunes pour le Développement et le Leadership au Tchad (RJDLT) ;
- Compagnie Artistique Hadre Dounia
- AFRYAN ;
- Conseil National de la Jeunesse du Tchad (CNJT) ;
- Association des femmes et filles Leaders du Tchad.

L'ensemble de ces organisations ont une vaste expérience dans l'encadrement des jeunes, la mobilisation sociale, le volontariat et la formation. Elles mènent régulièrement des activités citoyennes depuis plusieurs années, notamment avec l'appui technique et financier de l'UNFPA et l'UNICEF et disposent des expériences notoires et d'une présence sur le terrain, principalement dans les localités du projet.

Les principaux résultats et produits du projet

Les principaux résultats et produits attendus du projet sont notamment :

Résultat 1 : L'environnement institutionnel est favorable à une participation accrue des jeunes aux mécanismes de prise de décision politiques, contribuant aux efforts de consolidation de la paix.

Produit 1.1 : les cadres institutionnels et juridiques nationaux sont adaptés et mis en application pour la participation des jeunes et leurs contributions à la vie politique ;

Produit 1.2 : Les cadres institutionnels provinciaux et locaux sont adaptés et mis en application pour la participation des jeunes et leur contribution à la vie politique ;

Résultat 2 : Des cadres de collaboration et mécanismes innovants promeuvent la gouvernance inclusive et contribuent au dialogue entre la jeunesse et les acteurs des institutions publiques dans le processus de consolidation de la paix.

Produit 2.1 : Des cadres de collaboration et mécanismes innovants de gouvernance inclusive sont renforcés et fonctionnels ;

Produit 2.2 : Les jeunes et les acteurs des institutions publiques connaissent les principes et les déterminants de la gouvernance inclusive. Pour atteindre ces résultats, le projet a développé les stratégies suivantes :

- Plaidoyer pour le renforcement de l'environnement institutionnel favorable à la participation des jeunes ;
- Renforcement des capacités des acteurs, notamment des jeunes et des cadres locaux de gouvernance, de collaboration et de dialogue ;
- Mobilisation sociale des jeunes pour renforcer la participation des jeunes dans l'espace public et le dialogue intergénérationnel.

La théorie de changement du projet se décline comme suit :

2. But et objectifs de l'évaluation

L'évaluation finale aura pour objectif principal d'apprécier la contribution du projet à la consolidation de la paix et aux initiatives du Gouvernement dans la promotion du dialogue intergénérationnel au Tchad, en évaluant dans quelle mesure le projet a atteint ses objectifs et ses résultats de consolidation de la paix et les progrès en matière de participation des jeunes aux

processus de prise de décisions.

L'évaluation fournira des enseignements clés sur les approches et les pratiques opérationnelles de promotion de la paix au niveau des provinces ciblées.

En étroite collaboration avec toute l'équipe du projet et les autres acteurs de mise en œuvre ainsi que les bénéficiaires, l'équipe de Consultants- Évaluateurs aura à mener une évaluation finale avec les objectifs spécifiques suivants :

- 1- Apprécier les résultats et les effets atteints par le projet, en se référant au cadre logique du projet ;
- 2- Apprécier l'efficacité de l'approche utilisée et des stratégies de mise en œuvre du projet pour l'atteinte des résultats attendus ;
- 3- Déterminer dans quelle mesure la théorie du changement du projet a été pertinente pour guider la mise en œuvre du projet et reste valide ;
- 4- Apprécier les contributions du projet aux aspects de consolidation de la paix et de participation des jeunes au dialogue intergénérationnel ;
- 5- Apprécier les contributions du projet au renforcement des cadres d'échanges existants
- 6- Apprécier l'efficacité des mécanismes de coordination, de gestion et de suivi conjoints de la mise en œuvre du projet ;
- 7- Analyser les atouts et les contraintes dans la mise en œuvre du projet ;
- 8- Identifier les bonnes pratiques et les leçons à tirer puis les documenter (y compris de l'approche conjointe) ;
- 9- Identifier les aspects catalytiques ;
- 10- Évaluer le niveau de participation des partenaires et des bénéficiaires dans la réalisation des résultats dudit projet ;
- 11- Sur la base des points ci-dessus énumérés, formuler des recommandations concrètes et spécifiques pouvant guider les prochaines interventions similaires du PBF et la bonne collaboration des Agences de mise en œuvre du projet.

3. Critères d'évaluation et questions clés

En plus de quelques critères transversaux retenus par l'équipe du projet, l'évaluation se conformera aux critères de l'OCDE ci-dessous :

Critères	Questions d'évaluation
----------	------------------------

Pertinence	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet était-il pertinent pour aborder les facteurs de conflit et les facteurs de paix identifiés dans une analyse de conflit ? • Le projet était-il approprié et stratégique par rapport aux principaux objectifs et défis de consolidation de la paix dans le pays au moment de la conception du projet PBF ? La pertinence s'est-elle maintenue tout au long de la mise en œuvre ? • Le projet était-il pertinent pour le mandat de consolidation de la paix de l'ONU et les ODD, en particulier l'ODD 16 ? • Le projet était-il adapté aux besoins et aux priorités des groupes cibles / bénéficiaires ? Ont-ils été consultés lors de la conception et de la mise en œuvre du projet ? • Dans quelle mesure le projet PBF a-t-il été pertinent et réactif pour soutenir les priorités de consolidation de la paix au Tchad • La théorie du changement du projet a-t-elle clairement formulé des hypothèses sur les raisons pour lesquelles l'approche du projet devrait produire le changement souhaité ? La théorie du changement était-elle fondée sur des preuves ? • Dans quelle mesure le projet PBF a-t-il répondu aux lacunes de la consolidation de la paix ?
Efficacité	<ul style="list-style-type: none"> • À quel point les objectifs du projet ont-ils été atteints ? • La quantité et la qualité des produits réalisés ont-elles été satisfaisantes ? • Dans quelles mesures les activités ont-elles profité équitablement aux femmes, jeunes et autorités locales ? • Qu'est-ce qui peut être considéré comme domaine de succès au vu des interventions du projet ? Quels facteurs ont-ils contribué à ces succès ? Quels ont été les contraintes et pourquoi ? • Y a-t-il des résultats inattendus du projet ? • Dans quelle mesure les recommandations du PBSO ont été prises en compte pour réorienter le projet ?
Efficienne	<ul style="list-style-type: none"> • Les ressources (financières, humaines, temporelles, expertise, etc.) ont-elles été allouées stratégiquement de façon à assurer l'atteinte des résultats ? • Les ressources ont-elles été utilisées de façon efficiente ? • La qualité et la quantité des produits/outputs sont-elles proportionnelles aux ressources mobilisées ? • Les fonds et les activités ont-ils été produits à temps et dans le respect des normes de gestion ? • Le système de suivi du projet capturait-il correctement les données sur les résultats de la <i>consolidation</i> de la <i>paix</i> à un niveau de résultat approprié ?

Durabilité/Appropriation	<ul style="list-style-type: none"> • À quel point les considérations liées à la durabilité ont-elles été prises en compte dans l'exécution des activités du projet ? • Dans quelle mesure l'appropriation nationale du projet a-t-elle été assurée au Tchad ? • Le projet avait-il une stratégie de sortie efficace et réaliste ? • Dans quelle mesure les acteurs formés par le projet se sont appropriés les résultats du projet dans le cadre de sa pérennisation ? • Existe-t-il des risques sociaux ou politiques pouvant menacer la durabilité des résultats du projet ? • Dans quelle mesure les mécanismes, les procédures et les politiques sont-ils mis en place pour permettre aux principales parties prenantes de pérenniser les résultats obtenus ? • Quels pourraient être les autres obstacles à la pérennisation des acquis et comment les surmonter ? • Le projet a-t-il adéquatement documenté ses progrès, ses résultats, défis et leçons apprises ? • Quelle est la force de l'engagement du gouvernement et des autres parties prenantes à maintenir les résultats du projet ?
Impact	<ul style="list-style-type: none"> • Quel a été l'impact du projet sur le plan de la cohésion sociale et de la consolidation de la paix ? • Quel a été l'impact sur l'implication des jeunes et des femmes dans le processus de prise de décisions dans les structures d'échanges, de cohésion sociale, de dialogue intergénérationnel et de participation des jeunes dans les instances de prise de décisions au niveau local ? • Y a-t-il des changements positifs ou négatifs observables dans les structures, les communautés et les personnes appuyées qui peuvent être attribués aux interventions du projet dans le domaine de la consolidation de la paix ?
Catalytique	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet a-t-il eu des effets catalytiques sur le plan financier et programmatique ? • Le financement du PBF a-t-il été utilisé pour créer d'autres initiatives de promotion des dialogues et de participation des jeunes à la prise de décision ?
Leçons apprises	<ul style="list-style-type: none"> • Dans quelle mesure la mise en œuvre du projet a généré de bonnes pratiques de promotion de la paix ? Les leçons apprises ? • Dans quelle mesure les bonnes pratiques et les leçons apprises pourront être utilisées dans des futurs projets similaires ?

Efficacité de L'organisation managériale du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Quelle appréciation faire du Quand et Comment l'équipe de gestion du projet a-t-elle été mise en place ? • Y avait-il des contraintes en termes de procédures de gestion qui ont eu un impact sur la mise en œuvre du projet ? • La structure managériale du projet a-t-elle facilité l'atteinte des résultats ? • Y avait-il eu une compréhension claire des rôles et des responsabilités par tous ceux qui étaient impliqués, particulièrement les parties prenantes clés et les partenaires au niveau national ? • Le projet avait-il un système de suivi et évaluation fonctionnel ? A quel point était-il efficace ? • Le projet a-t-il fait une utilisation stratégique de la coordination et de la collaboration avec d'autres projets du PBF et avec d'autres programmes dans le pays pour accroître son efficacité et son impact ?
---	--

4. Méthodologie et Approche de l'évaluation

Quelle est la portée géographique de l'évaluation, les cibles potentielles de l'évaluation ?

Au début de la mission, le cabinet présentera pour revue et validation, la méthodologie et l'approche de l'évaluation aux différents acteurs de mise en œuvre du projet précédemment cité.

La méthodologie qui doit être utilisée sera qualitative et quantitative. Les évaluateurs (trices) procéderont à une revue documentaire, à des interviews avec les parties prenantes et à l'observation directe des réalisations du projet.

Durant le processus de collecte des données, l'équipe comparera et fera des validations croisées des données issues de différentes sources (personnel du projet, partenaires de mise en œuvre et bénéficiaires), et de différentes sources (revue documentaire, visites sur le terrain et interviews).

À la fin de la mission, le cabinet présentera les résultats préliminaires et recommandations à l'Équipe d'Appui Technique/Bureau du Secrétariat PBF au Tchad et à l'équipe de gestion du projet puis un rapport final intégrant les observations et remarques.

5. Résultats attendus

Au terme de leur mandat, l'équipe d'évaluation doit soumettre :

- i. Le rapport initial/démarrage qui permettra à l'équipe technique et l'équipe du projet d'avoir les premières informations sur la démarche à adopter pendant l'évaluation et de valider les outils, puis d'apporter les premières observations en cas de besoins ;
- ii. Un rapport écrit répondant aux différentes questions notamment la pertinence du projet et les performances en termes d'efficacité, d'efficience, de durabilité et d'impact, les leçons apprises, les recommandations pertinentes pour des expériences ultérieures. Ce rapport comportera entre autres un résumé exécutif concis, explicitant la méthodologie utilisée et ses limites, les résultats, les recommandations et les leçons apprises à l'issue de l'évaluation, ainsi que des annexes reprenant les TDRs, la liste des personnes rencontrées, les tableaux de données complémentaires, les questionnaires utilisés, etc. ;
- iii. Des fiches techniques de deux pages maximums sur des cas de succès ou de bonnes pratiques et de cas d'échecs ;
- iv. Des photos ou illustrations des activités du projet.

Le rapport final devra suivre le canevas suivant :

- Page de couverture reprenant les données clés du projet (titre du projet, code du projet, donateur, date de début et date de fin, budget, domaine technique du projet et les caractéristiques de l'évaluation (type d'évaluation, dates de début et de fin de la mission d'évaluation, noms des évaluateurs, date de soumission du rapport d'évaluation) ;
- Résumé exécutif ;
- Contexte de mise en œuvre du projet et sa logique d'intervention ;
- But, champ et destinataires de l'évaluation ;
- Méthodologie ;
- Résultats (le contenu de cette section doit être organisé suivant les questions et les critères d'évaluation liés à chacune d'elles tel que posées dans les TDR) ;
- Leçons apprises et bonnes pratiques ;
- Conclusions ;
- Recommandations (dire à qui chacune des recommandations s'adresse) ;
- Orientations futures possibles ;
- Annexes : Calendrier de travail et personnes interviewées, liste des documents examinés du projet, autres documents consultés, TDR, formulaire de leçons apprises et formulaire des bonnes pratiques, les fiches utilisées.

Calendrier détaillé de l'évaluation

Livrables	Calendrier prévu	Nombre de jours
Briefing/Rapport initial		7 jours
Collecte et analyse de données sur le terrain		21 jours
Rédaction du 1 ^{er} rapport		7 jours
Soumission et feedback pour le 1 ^{er} rapport		5 jours
Rapport final		5 jours
Total		45 jours

Profil du cabinet

Le Cabinet doit justifier des capacités suivantes :

- Avoir une expérience d'au moins 5 ans en matière d'évaluation des projets et programmes ;
- Avoir conduit au moins 3 évaluations dans les 5 dernières années ;
- Avoir conduit une évaluation des projets PBF (Fonds de Consolidation de la Paix) serait un atout,
- Être officiellement reconnu par l'Etat tchadien (enregistré officiellement) ;
- Être à jour de ses obligations fiscales et en faire la preuve.

Le personnel essentiel chargé de l'enquête au niveau du cabinet sera composé d'un évaluateur international et d'un évaluateur national.

L'évaluateur International, chef de mission, devra avoir :

- Une expertise d'au moins 10 ans dans l'évaluation des projets ;
- Détenteur au minimum d'un Diplôme de master II dans une discipline liée à l'objet du projet (Science sociale, paix et développement, ...) ;
- Avoir des connaissances pertinentes dans le domaine de la promotion du dialogue intergénérationnel et de participation des jeunes dans les instances de prise de décisions
- Avoir au moins dix ans d'expérience dans la conception, la gestion et la réalisation de projets liés à la participation des jeunes et à la consolidation de la paix ;
- Avoir des compétences en matière d'analyse des effets et impacts résultant des actions de renforcement du dialogue intergénérationnel et de participation des jeunes dans les instances de prise de décisions ;
- Une vaste expérience des évaluations des projets PBF (au moins 2 évaluations réalisées).

L'évaluateur national devra :

- Être détenteur au minimum d'un Diplôme de master I dans une discipline liée à l'objet du projet (Science sociale, paix et développement, ...) ;
- Avoir une expérience d'au moins 5 ans en évaluation des projets de développement et résilience ;
- Avoir des expériences dans le domaine de jeunes/femme paix et sécurité
- Avoir les connaissances pertinentes dans le domaine de la promotion du dialogue intergénérationnel et de participation des jeunes dans les instances de prise de décisions
- Parler l'une des langues locales (Arabe locale, Sara...).

L'équipe d'évaluation devra faire preuve des capacités de communication en français et en anglais, de rédaction des résultats et être familiarisée avec les méthodes d'évaluation des projets utilisées par les agences du Système des Nations Unies, notamment l'UNFPA et UNICEF.

6. Conduite de l'évaluation

L'évaluation se fera avec l'appui logistique et les services du projet, ainsi que l'appui administratif du Bureau de l'UNFPA et l'UNICEF. Toutefois, les frais de déplacement et de séjour du consultant international, ainsi que les déplacements à l'intérieur du Tchad, y compris les frais annexes, dans le cadre de cette évaluation seront à la charge du cabinet, donc doivent faire partie de son offre.

Durée de la mission

La mission se déroule sur 45 jours calendaires à compter du début de l'évaluation.

7. Dossier de soumission

Le cabinet intéressé doit inclure dans ses offres les documents/informations ci-dessous :

7.1. Dossier administratif :

- Existence légale :
- Documents fiscaux et sociaux.

7.2. Proposition technique :

1. Une note explicative sur la compréhension des termes de référence et les raisons de la candidature ;
2. Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation envisagée de la mission (chronogramme et plan de travail) ;
3. CV détaillé du personnel clé incluant notamment les expériences acquises dans les projets, domaines similaires ou connexes ;
4. Expérience du cabinet en matière d'évaluation des projets et programmes et en particulier les projets financés par le PBF (Fonds de Consolidation de la Paix).

7.3. Proposition financière

Lettre d'offre avec une proposition financière - Lettre de soumission à l'UNFPA confirmant l'intérêt et la disponibilité pour la mission.

8. Évaluation des offres

Les offres seront évaluées sur la base de la méthodologie de notation combinée. Lorsque cette méthode d'évaluation est utilisée, le contrat est attribué au soumissionnaire dont l'offre a été évaluée et jugée :

- Répondante/conforme/ acceptable et
- Ayant reçu la note globale pondérée la plus élevée sur la base des critères techniques et financiers spécifiés.

- Pondération de l'évaluation technique : 70 %
- Pondération de l'évaluation financière : 30 %

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu le meilleur score combiné des offres technique et financière (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).

a. Les propositions techniques

Les propositions techniques seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères qui seront choisis conformément aux TDR.

b. Les propositions financières

Dans une deuxième étape du processus d'évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes uniquement pour les offres techniques ayant obtenu 70% et les offres financières comparées.